

*Questions orales*

des investissements réciproques entre le Canada et le Japon.

Le message du premier ministre a été clair et simple: le Canada tient à accroître son commerce avec le Japon. Chacun des deux pays a beaucoup à en retirer: des marchés importants, de bons produits, des services nouveaux, le climat politique et économique stable et compatible des deux pays.

La réaction des Japonais a été tout aussi franche. Ils admirent et respectent le Canada. Le meilleur témoignage de ce respect a été la forte participation des dirigeants japonais à l'inauguration de la nouvelle ambassade de notre pays, le 27 mai, cérémonie qui avait de quoi remplir tous les Canadiens de la plus grande fierté.

Il est regrettable qu'on n'ait pas parlé davantage au Canada de ce voyage fructueux. Merci.

---

## QUESTIONS ORALES

[Traduction]

### LA TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES

**Mme Sheila Copps (Hamilton-Est):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre suppléant.

La semaine prochaine, il y aura quatre ans que l'ancien ministre des Finances a présenté une réforme fiscale dans laquelle il déclarait que des mesures futures telles que la TPS allaient être «sans incidence sur les recettes» et qu'en fait «la plupart des Canadiens allaient payer moins d'impôt». C'est ce que le ministre a déclaré le 18 juin 1987.

Hier, son successeur a finalement reconnu ce que les Canadiens savent depuis des mois, c'est-à-dire qu'ils sont imposés au maximum en vertu de la politique du gouvernement et qu'ils ne peuvent plus tolérer d'autres augmentations.

En fait, la machine fiscale conservatrice est tellement vorace que les recettes tirées de la TPS sont supérieures de 18 p. 100 aux prévisions, soit de 400 millions de dollars.

Quand le gouvernement annoncera-t-il une réduction de 18 p. 100 du taux de la TPS, afin de donner au moins un répit aux contribuables canadiens, ou quand supprimera-t-il cette taxe si nuisible?

**L'hon. John McDermid (ministre d'État (Finances et Privatisation)):** Monsieur le Président, les commissions royales nommées par le gouvernement libéral au fil des

années ont recommandé l'élimination de la taxe de vente au niveau du fabricant et son remplacement par une taxe à la consommation. Cette mesure a été prise après des consultations très poussées auprès des Canadiens.

Les recettes du premier trimestre sont supérieures aux prévisions du gouvernement, mais un trimestre ne constitue pas une année. Nous devons attendre les résultats pour l'ensemble de l'année afin d'évaluer exactement l'incidence de la réforme fiscale la plus importante dans l'histoire canadienne.

Je rappelle à la députée que nous avons pris l'engagement, envers les Canadiens, que les recettes excédentaires tirées de la TPS allaient servir à éponger le déficit et la dette. La mesure législative pertinente sera d'ailleurs présentée à la Chambre plus tard cette semaine.

**Mme Sheila Copps (Hamilton-Est):** Monsieur le Président, en l'espace de deux semaines, deux ministres ont reconnu que les Canadiens étaient surtaxés.

Ma question s'adresse au premier ministre suppléant.

[Français]

On sait que la machine à taxer des Conservateurs a récolté 18 p. 100 de plus de TPS que prévu. Monsieur le Président, 400 millions de dollars, plus précisément! Le premier ministre suppléant est-il prêt au moins à réduire la TPS de 18 p. 100, puisqu'il ne s'attendait pas à ces revenus, au début, lorsqu'il l'a appliquée?

[Traduction]

**L'hon. John McDermid (ministre d'État (Finances et Privatisation)):** Monsieur le Président, je pense qu'il y a lieu d'attendre une année avant d'évaluer l'incidence de la taxe sur les produits et services et de se faire une opinion.

**Mme Sheila Copps (Hamilton-Est):** Monsieur le Président, les contribuables canadiens payent cette taxe maintenant et le ministre des Finances a clairement laissé entendre hier que les mesures de son prédécesseur avaient échoué lamentablement. En fait, les Canadiens sont l'un des peuples qui payent le plus d'impôts au monde.

**Des voix:** Oh, oh!

**Mme Copps:** Ma question au premier ministre suppléant est la suivante: Étant donné. . .

**M. le Président:** La députée doit poser sa question.

**Mme Copps:** Monsieur le Président, au cours des quatre dernières années, les hausses d'impôts et de taxes ont été plus élevées au Canada que dans n'importe lequel des autres pays du Groupe des sept.